ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 9me Circonscription de la Seine-Maritime

(Cantons de DIEPPE, ENVERMEU, EU, LONGUEVILLE-SUR-SCIE, OFFRANVILLE)

FÉDÉRATION de la GAUCHE DÉMOCRATE et SOCIALISTE

Candidature **Louis BOISSON**



Remplaçant éventuel :

Jean RIBLET

Deux hommes d'action

Deux administrateurs

Deux hommes du peuple qui sauront concilier les intérêts multiples et divers de la Circonscription avec l'intérêt de la Nation, maintenir les contacts humains, rester fidèles à leurs idées et aux populations de la Circonscription



Louis BOISSON

Vice-Président du Conseil Général
Maire du Tréport
Ancien Député
Chevalier de la Légion d'Honneur

Jean RIBLET

Secrétaire Général de la mairie de Neuville-les-Dieppe
Officier des Palmes Académiques

La F.G.D.S., qui regroupe le Parti Socialiste S.F.I.O., le Parti Radical-Socialiste, la Convention des Institutions Républicaines et de nombreux clubs, nous a désignés à vos suffrages.

LE PROGRAMME PROPOSÉ EN 1967 EST TOUJOURS VALABLE

L'énorme mouvement populaire qui soulève les Travailleurs, les Etudiants, les Enseignants, les Paysans, traduit l'ampleur de leurs revendications économiques et sociales, leur aspiration profonde à la participation et à la gestion, c'est-à-dire à la Démocratie. **La F.G.D.S. est prête à promouvoir les réformes nécessaires qui s'imposent.**

Aussi est indispensable le regroupement des Forces de Gauche et de Républicains hostiles au système gaulliste qui est le contraire de la démocratie politique et de la démocratie internationale.

Après dix ans de décisions sans dialogue ni contrôle, le pays a constaté l'impuissance et l'imposture de cette politique. Toute la responsabilité de la crise économique actuelle incombe au chef de l'Etat. Rien n'a été fait qu'il n'ait voulu.

Il faut dresser le bilan de faillite pour établir les conséquences économiques et financières de ce régime.

Un plan d'urgence de développement économique et social peut permettre, par la limitation rigoureuse des dépenses de prestige et des crédits militaires, conjugués avec le transfert de crédits mal engagés et, avec les ressources résultant d'une politique de plein emploi, d'accroître les crédits de développement intellectuel et social d'un montant de 25% des recettes budgétaires.

Nous vous demandons donc de vous prononcer pour :

- **Un contrat de législature assurant la stabilité gouvernementale.**
- **Une information libre et objective.**
- **La priorité des priorités à l'Education Nationale.**
- **L'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale.**
- **La diminution progressive de la durée du travail et de l'âge de la retraite.**
- **Aucun salaire inférieur à 600 F.**
- **La lutte contre le chômage.**
- **Le droit au travail et au plein emploi.**
- **Le droit syndical dans l'entreprise.**
- **La défense des Vieux, des handicapés et des Anciens Combattants.**
- **La nationalisation des Banques et des Assurances.**
- **La construction de 600.000 logements par an dont 350.000 logements sociaux.**
- **Une agriculture moderne assurant la parité des revenus.**
- **Une planification des objectifs agricoles en harmonie avec la politique économique générale, et compte tenu des besoins nationaux et des débouchés extérieurs.**
- **La défense des collectivités locales et des libertés communales.**
- **La Paix dans un monde organisé.**

Or, tout dépend de la volonté d'un seul homme depuis 10 ans.

Les propositions constructives de l'opposition n'ont jamais été prises en considération.

L'Assemblée Nationale élue en Mars 1967 est morte en Mai 1967 lorsque la majorité a octroyé les pouvoirs spéciaux au Gouvernement. La procédure des ordonnances l'a baillonnée. Elle n'a jamais pu s'exprimer sur les grands problèmes sociaux.

Les événements tragiques que la France vient de connaître montrent l'ampleur du différend qui oppose le monde du travail, la jeunesse, les démocrates à un pouvoir souverain, isolé, méconnaissant les aspirations profondes de la Nation.

Il faut que cela change.

Les RESPONSABLES du "CHAOS" et de la "CHIENLIT" VEULENT VOUS FAIRE CHOISIR DANS LA PEUR

INCAPABLES DE PRÉVOIR, ils ont abandonné devant la colère, et dans les plus mauvaises conditions, ce qu'ils auraient pu, depuis longtemps, accorder dans la légalité et la justice, et que la F. G. D. S. proposait.

En votant pour le pouvoir, c'est renforcer une dictature de fait qui n'ose pas dire son nom et qui sera encore plus redoutable lorsque la vacance du pouvoir viendra à se produire.

Le service d'action civique, c'est la renaissance des ligues factieuses !

L'AVENIR DE NOTRE RÉGION

L'avenir de notre région est toujours aussi incertain.

Nous proposons encore aujourd'hui la réunion de tables rondes et la constitution de comités représentatifs de tous les intérêts en cause. Par la confrontation objective et le dialogue, nous rechercherons la meilleure façon d'associer le développement de notre région à celui de la Basse-Seine, de la Vallée de la Bresle et du Vimeu. Réalistes, nous poursuivrons d'abord l'exécution des projets plus immédiatement réalisables, dans le cadre d'une politique de décentralisation qui redonnera aux organismes régionaux pouvoirs de décision et moyens d'exécution :

- **Développement des activités des zones industrielles.**
- **Modernisation et équipement des ports de Dieppe et du Tréport.**
- **Amélioration des axes routiers.**
- **Expansion des relations "transmanche" à partir de l'aéroport existant de Dieppe.**
- **Installation de naviplanes.**
- **Equipement touristique et hôtelier.**
- **Construction de logements sociaux.**

Au sein du Comité d'Aménagement du Littoral Bray-Bresle, nous ne négligerons pas, pour autant, l'étude réfléchie de certains grands projets d'équipement touristique de la côte et de l'implantation d'un aéroport international. Ce dernier projet soulevant de vives réactions dans les populations rurales concernées.

En 1967, le candidat du pouvoir, célèbre inconnu dans la région, s'est livré à une démagogie éhontée en particulier auprès de la jeunesse qui était invitée à "prendre le train en marche" ! ! ! Les promesses de tous ordres n'ont pas manqué. Elles n'ont pas été tenues.

"L'ère de prospérité économique et de développement social va se lever sur l'ensemble du pays" disait-il. C'est la colère, c'est la révolte qui lui ont répondu.

Où sont les industries promises ? NESTLÉ, ALIMENTA, SOPAD, BURTON, ROOTES, LYONS ?

Il a fallu la grève des pêcheurs pour obtenir le relèvement du prix du poisson. Le chômage s'est aggravé ; la mystification et la démagogie nous ont conduits à la pagaille.

AGRICULTEURS. — Vos problèmes nous sont connus. Presque tous sont débattus au Conseil Général.

La politique agricole suivie ces dernières années a enrichi les riches et appauvri les pauvres, obligés bien souvent d'abandonner leurs exploitations. Elle doit être modifié par :

- **L'agrandissement et la modernisation des structures en vue de la parité économique et sociale.**
- **Des prêts à long terme et à taux réduit aux petits exploitants et aux jeunes qui s'installent.**
- **Des prix rémunérateurs.**
- **Le développement de la coopération sous toutes ses formes.**
- **L'allègement des charges d'exploitation.**
- **Le prolongement de la durée des baux.**
- **La révision du statut du fermage.**

Dans la perspective d'une prochaine dévaluation inéluctable, il faut revenir à l'indexation des prix agricoles, à la fixation des prix à Bruxelles, avec une clause de révision, en fonction de la hausse du prix de revient, l'indexation également des revenus des exploitants défavorisés et de l'indemnité viagère de départ sur le S.M.I.G.

Électrices, Électeurs,

Dans notre circonscription, après l'analyse de la situation, la F. G. D. S. affirme que

SEUL BOISSON PEUT BATTRE OFFROY

Les erreurs de 1967 ne doivent pas se reproduire ; aussi, pour assurer la défaite du Gaullisme, vous voterez :

CONTRE TOUTES LES CANDIDATURES DE DIVISIONS PLUS OU MOINS ÉQUIVOQUES

Vous voterez contre tous ceux qui soutiennent la politique de faillite du Gouvernement.
Vous voterez contre tous ceux qui s'en remettent à un seul homme.
Vous ferez confiance à des administrateurs sérieux, compétents.
A des Républicains de progrès convaincus, qui ont fait leurs preuves.
A des hommes qui travaillent pour assurer, dans la démocratie, la liberté et la justice.

VU, les Candidats.

Louis BOISSON Jean RIBLET

Imprimerie du « Messager Eudois » — EU (Seine-Marit.) — Juin 1968